

relative au régime des études et contrôle des connaissances du diplôme d'université « Droit de la santé » - Cycle de Formation Continue en ligne

année universitaire 2018/2019

- Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L613-2 et L. 712-6-1,
- Vu la charte des examens en vigueur,
- Vu l'avis du conseil de la Faculté de Droit et Sciences politiques en date du 30 mai 2016

La commission de la formation et de la vie universitaire, après en avoir délibéré, décide :

Les règles ***relatives au régime des études et contrôle des connaissances du diplôme d'université « Droit de la santé » - Cycle de Formation Continue en ligne sont fixées comme suit,***

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 Ont vocation à être admis en DU « Droit de la Santé », les stagiaires ayant validé 60 crédits au titre de la première année du Master mention Droit public, Droit social ou d'un autre Master de droit- les stagiaires titulaires d'un diplôme ou d'une certification supérieurs ou égaux au niveau II et d'une expérience professionnelle dans le domaine jugée suffisante par le jury de sélection.

Dans tous les cas, la sélection en vue de l'admission en DU est effectuée au vu de l'ensemble du dossier universitaire et/ou professionnel du candidat ainsi que d'une lettre de motivation. L'admission peut être subordonnée à l'acquisition de certains pré-requis.

TITRE II – ENSEIGNEMENTS

ARTICLE 2 Les enseignements du DU « Droit de la santé » constituent un parcours de formation intégré au Master Droit, Économie, Gestion, mention Droit de la santé, parcours type Droit de la santé et de la protection sociale.

ARTICLE 3 Cette formation est organisée en deux unités d'enseignement (UE) (cf maquette en annexe).

ARTICLE 4 Ce parcours est conçu de sorte à permettre aux personnes en activité, stagiaires de la formation tout au long de la vie, de développer leurs connaissances et leur expertise tout en poursuivant un exercice professionnel.

Le stagiaire titulaire du DU « Droit de la santé » peut postuler le Master Droit, Économie, Gestion, mention Droit de la santé, parcours type Droit de la santé et de la protection sociale. Ses notes seront reprises dans deux unités d'enseignement du Master. Il devra, pour obtenir le master, valider l'épreuve orale du cours de protection sociale de l'UE1 ainsi que celle de contrôle continu de l'UE 2 « Enseignements complémentaires » du Master, puis réaliser un mémoire professionnel (UE4) et le soutenir avec succès. Il est dispensé

1/3

des modules d'adaptation à l'emploi que sont la langue de spécialité et le stage en entreprise.

TITRE III - MODALITES DE CONTROLE DES CONNAISSANCES

ARTICLE 5 Il y a deux sessions d'examen.

ARTICLE 6 Les unités d'enseignement non validées donnent lieu à une deuxième session pour les épreuves terminales uniquement. Les notes de contrôle continu sont reportées, qu'elles soient supérieures ou égales à la moyenne ou non.

Chacune des unités d'enseignement donne lieu aux épreuves suivantes :

- **UE1** : - une épreuve écrite d'une durée de 4 h sur l'ensemble des matières de l'UE - et un contrôle continu pouvant porter sur l'ensemble des matières de l'UE.
- **UE2** - une épreuve de grand oral d'une durée de 30 minutes après 30 minutes de préparation pouvant porter sur l'ensemble des matières l'UE - ainsi qu'un contrôle continu pouvant porter sur l'ensemble des matières de chacun des modules de l'UE.

Contrôle continu :

Le contrôle continu s'effectue lors des séquences de travail en ligne.

La note attribuée dans le cadre du contrôle continu résulte notamment d'une ou plusieurs épreuves pouvant être réalisées sous forme d'exercice en ligne, de devoir individuel ou de groupe et /ou de présentation orale.

Examen terminal :

Toute absence injustifiée à une épreuve d'examen terminal est éliminatoire.

Les justificatifs d'absence à une épreuve terminale doivent parvenir à la scolarité dans les 10 jours qui suivent la fin de la session d'examen.

TITRE IV - VALIDATION ET ADMISSION

ARTICLE 7 Pour être admis, le candidat doit obtenir un total de 240 points sur 480 points avec une moyenne générale au moins égale à 10 sur 20.

ARTICLE 8 Dans le cas où le stagiaire ne serait pas déclaré admis à la session 1 seules les épreuves de contrôle terminal donnent lieu à une seconde session. L'ensemble des notes des épreuves de contrôle continu seront conservées pour la seconde session.

ARTICLE 9 L'obtention du diplôme donne lieu à l'une des mentions suivantes :

- Passable : note moyenne au moins égale à 10 et inférieure à 12
- Assez bien : note moyenne au moins égale à 12 et inférieure à 14
- Bien : note moyenne au moins égale à 14 et inférieure à 16
- Très bien : note moyenne au moins égale à 16

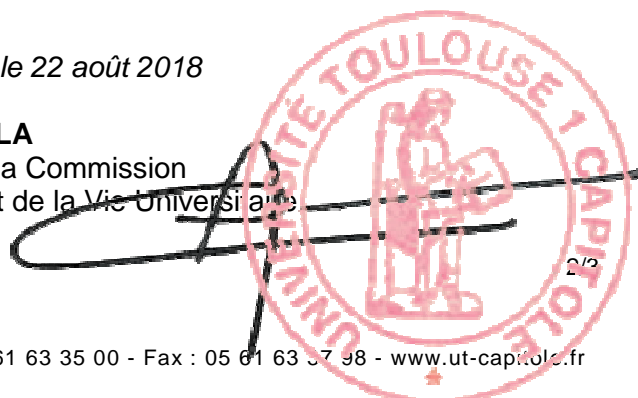
ARTICLE 10 Le redoublement n'est pas autorisé, sauf dérogation accordée à l'unanimité par le jury du diplôme.

Toulouse, le 22 août 2018

Corinne MASCALA

La présidente de la Commission
de la Formation et de la Vie Universitaire

PJ :annexe



**Annexe
REGIME DES ETUDES ET CONTROLE DES CONNAISSANCES**

DIPLOME D'UNIVERSITE « Droit de la santé » Cycle de formation Continue en ligne Année universitaire 2018/2019

Unités	Enseignement	statut	CM		TD	Modalités d'évaluation	points
			Présentiel	Ligne			
UE 1	Enseignements fondamentaux	obligatoires	17,5	75	6		240
	Introduction au droit public, privé et méthodologie	facultatif	7	12		1 épreuve écrite de 4h sur l'ensemble des matières de l'UE	180
	Le système de santé français	obligatoire	3,5	21	2	1 contrôle continu pouvant porter sur l'ensemble des matières du module	60
	Introduction au droit des établissements de santé		3,5	15	2		
	Introduction au droit des établissements médico-sociaux	obligatoire		12			
	Droit de la relation de soin	obligatoire	3,5	15	2		
UE 2	Enseignements spécialisés		17,5	132	14		240
	Module d'approfondissement		10,5	60	6	1 grand oral portant sur l'ensemble des matières de l'UE	180
	Fonction publique hospitalière	obligatoire	3,5	18	2	1 contrôle continu pouvant porter sur l'ensemble des matières du module d'approfondissement	30
	Droit international et communautaire de la santé	obligatoire	3,5	24	2		
	Droit des contrats médicaux et gestion des établissements de santé privés	obligatoire	3,5	18	2		
	Module de spécialités		7	72	8		
	Activités biomédicales	obligatoire		18	2	1 contrôle continu pouvant porter sur l'ensemble des matières du module de spécialité	30
	Droit pharmaceutique	obligatoire	3,5	18	2		
	Responsabilité du fait de l'activité médicale	obligatoire		18	2		
	Responsabilité médicale et système d'indemnisation	obligatoire	3,5	18	2		
TOTAUX Année		242 CM	35	207	20	TD	480